

ÉQUIPE DE
DROIT
INTERNATIONAL
EUROPÉEN ET
COMPARÉ

LE BULLETIN DE L'EDIEC

EA n° 4185

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 - FACULTÉ DE DROIT

N° 39

SOMMAIRE

Publications	2
Manifestations	7
Vie de l'équipe	14
Agenda 2024	17
Nous suivre sur le web	19
En savoir plus sur nos activités	20

3^e trimestre
2024

OUVRAGES

Mathieu COMBET et Jeremy HEYMANN

La circulation des sociétés en droit de l'Union européenne

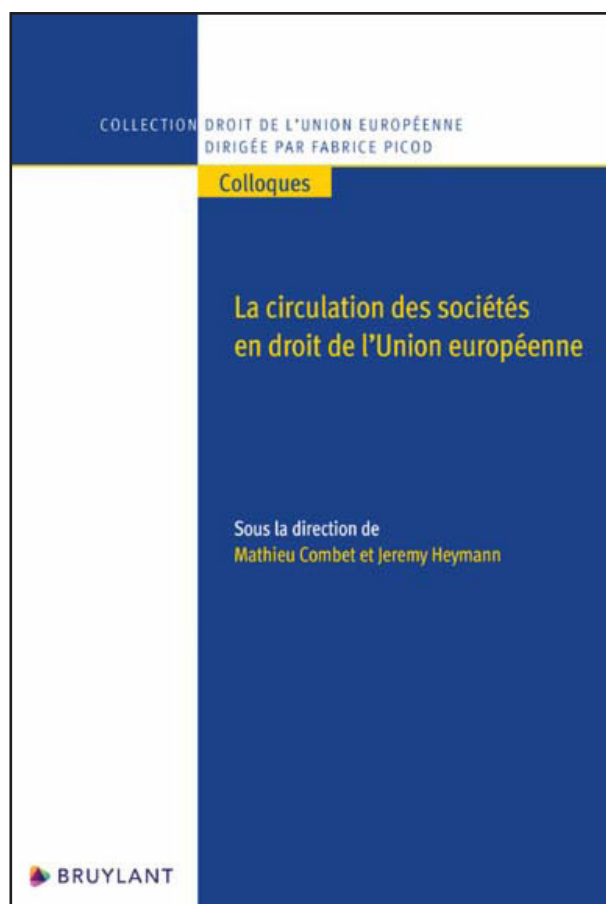
Bruylant, 22 août 2024, 342 p.

Résumé :

Depuis les années 1990, le droit d'établissement des sociétés, au sein du marché intérieur, a connu une évolution sans précédent. En tant qu'opérateurs économiques, les sociétés devaient être les premières bénéficiaires de ce marché, mais leur circulation est restée longtemps entravée, faute d'un encadrement juridique satisfaisant à l'échelle de l'Union.

Cette carence a été comblée dans un premier temps par l'activisme de la Cour de justice de l'Union européenne, offrant aux sociétés la possibilité de jouir des moyens nécessaires à leur circulation. C'est ce qui ressort de la jurisprudence qui est allée bien au-delà d'une simple coordination des droits nationaux. Depuis l'arrêt Centros du 9 mars 1999, la Cour de justice a en effet profondément modifié la condition juridique des sociétés, en bouleversant la notion même d'établissement. Si le rattachement des sociétés au territoire d'un État membre constitue une condition inhérente à leur existence, l'exercice du droit d'établissement permet de faciliter la circulation de celles-ci sans pour autant remettre en cause la compétence normative des États membres, lesquels restent les seuls à pouvoir déterminer les conditions de création, de fonctionnement et de dissolution des sociétés. La jurisprudence de la Cour de justice se montre cependant favorable à ce que les sociétés puissent fusionner, se scinder ou transférer leur siège social d'un État membre à un autre sans être tenues de subir une liquidation et la perte de leur personnalité juridique, comme l'a reconnu la Cour de justice dans son arrêt Polbud du 25 octobre 2017.

Dans un second temps, le législateur de



l'Union a enfin pris le relais de la Cour de justice, aux fins d'offrir aux entreprises les outils nécessaires à leur circulation. Le premier texte devant être mentionné en ce sens est la directive (UE) 2019/2121 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières. Le deuxième texte est la directive (UE) 2019/1151 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés. Enfin, il y a la directive (UE) 2019/1023 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, dite « restructuration et insolvabilité » (...).

OUVRAGES

Gaëlle MARTI et Loïc ROBERT

La conflictualité dans l'Union européenne. Menace existentielle ou catalyseur d'intégration ?

Bruylant, 29 août 2024, 394 p.

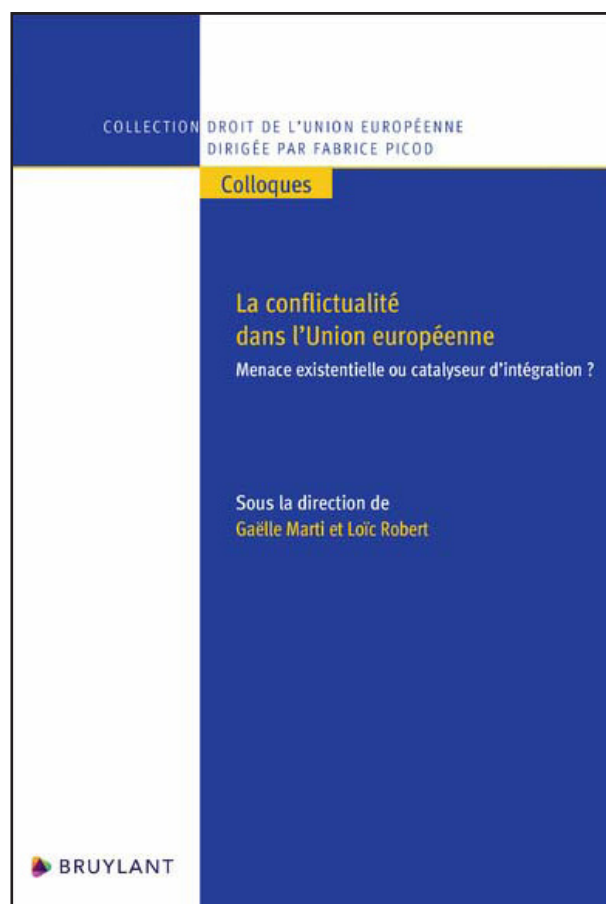
Résumé :

Quels rapports l'Union européenne entretient-elle à la conflictualité ? Est-ce un moteur de l'intégration ? Ou au contraire une menace pour son existence même ?

La réponse à cette question n'est pas univoque, comme le montre l'ouvrage. Alors que les crises, nombreuses, qui ont jalonné la construction européenne, ont incontestablement participé à l'approfondissement du processus d'intégration, l'Union s'est aussi construite sur une forme d'esquive du conflit qui a contribué à sa désaffection par les citoyens. En effet, le modèle de gouvernance européen, fondé sur des organes a-politiques et reposant sur une légitimité d'expertise, ne semble plus en mesure de produire le « consensus permissif » sur lequel s'est construite l'Union européenne. Face à ce constat, il peut sembler nécessaire de réintroduire la possibilité du dissensus et du clivage, éléments indispensables de tout débat démocratique.

La première partie de l'ouvrage revient sur ce rapport ambivalent à la conflictualité, la construction du projet politique européen ayant oscillé entre évitement, acceptation, voire revendication – assumée – du conflit. Les deuxième et troisième parties vont au-delà de cette observation en distinguant les conflits qui constituent un mode d'existence pour l'Union (ceux relatifs aux finalités ou au domaine de l'Union) et ceux qui peuvent engendrer une véritable rupture (les conflits entre les niveaux européens et nationaux, d'une part, et les conflits de valeurs, d'autre part).

Réunissant les contributions d'éminents



spécialistes – juristes, politistes, philosophes ou historiens – des questions européennes, l'ouvrage s'adresse à tous ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances de l'Union européenne et de son droit.

Frédérique FERRAND, Cécile CHANAIS, Lucie MAYER, Serge GUINCHARD

Procédure civile. Droit commun et spécial du procès civil, Modes amiables de résolution des différends (MARD)

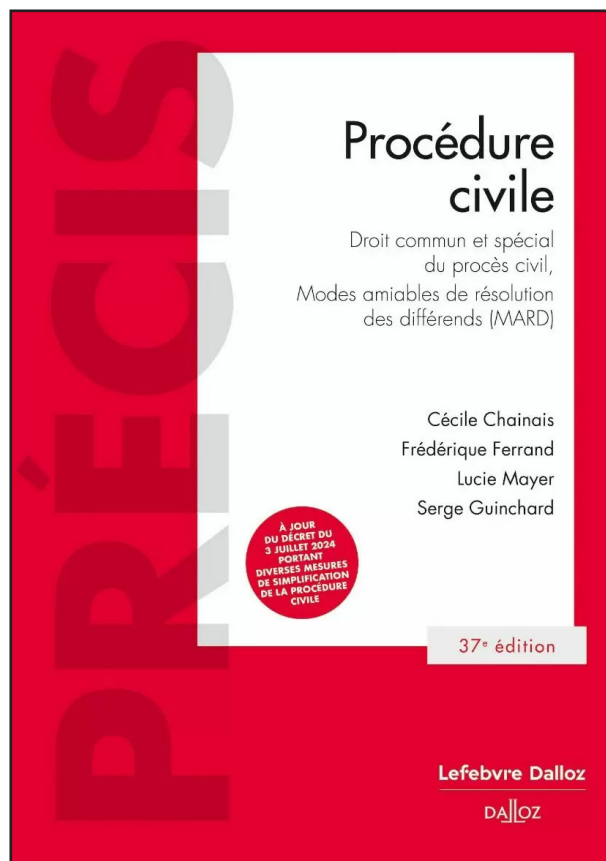
Lefebvre Dalloz, 37^e éd., 12 septembre 2024, 2100 p.

Résumé :

Soucieuse de proposer une vision pédagogique du procès civil, la 37^e édition du Précis Dalloz poursuit l'effort entrepris lors de la précédente édition, visant à proposer une présentation modernisée de la procédure civile, et singulièrement de la procédure civile devant le tribunal judiciaire. L'ouvrage prend également compte l'ensemble des éléments de réforme introduits par le décret n° 2023-1391 du 29 décembre 2023 portant simplification de la procédure d'appel en matière civile. Enfin, le chapitre relatif aux modes amiables de règlement des différends est enrichi par les dispositions nouvelles introduites par le décret n° 2023-686 du 29 juillet 2023 portant mesures favorisant le règlement amiable des litiges devant le tribunal judiciaire – ce qui inclut les mécanismes nouveaux de la césure et de l'audience de règlement amiable.

La loi du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la Justice 2023-2027 est également prise en compte, notamment sous l'angle des évolutions relatives au budget de la justice (et singulièrement de la justice civile) et pour la création à titre expérimental de tribunaux économiques, marquée en outre par l'institution d'une contribution pour la justice économique qui modifie, pour certains types de contentieux déterminés, les conditions d'accès à la justice.

Outre les textes législatifs, cette édition intègre en outre les revirements jurisprudentiels remarquables opérés par la Cour de cassation durant l'année 2023, en matière de péremption, de loyauté de la preuve ou encore en matière de recours en



révision. Elle rend également compte des pratiques nouvelles mises en œuvre par la Cour de cassation pour la publicité des décisions de justice, spécialement avec le déploiement progressif de l'open data des décisions de justice, qui a connu une étape majeure à la fin de l'année 2023, ayant été rendu effectif dans 9 tribunaux judiciaires à titre expérimental.

Enfin, en droit de l'Union européenne, l'ouvrage rend compte du règlement (UE) 2023/2844 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 relatif à la numérisation de la coopération judiciaire et de l'accès à la justice dans les affaires transfrontières en matière civile. Eu égard à l'accroissement des textes législatifs et réglementaires en la matière, le choix a été fait par ailleurs d'alléger l'ouvrage de ses développements sur l'arbitrage – domaine qui donne lieu à des traitements autonomes dans d'autres ouvrages.

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF

Frédérique FERRAND

« L'honoraire de résultat de l'avocat outre-Rhin ou la fièvre réformatrice est-elle mauvaise conseillère », in *Mélanges en l'honneur de Natalie Fricero. Procédure civile sans frontières*, Dalloz, 11 juillet 2024, 704 p.

Julie FERRERO et Kiara NERI

« Les ambiguïtés de l'interprétation de l'exclusion des différends relatifs à des activités militaires de la compétence des tribunaux au titre de la partie XV de la CNUDM », in M.-P. Lanfranchi (dir.), *La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Bilan et perspectives*, DICE Éditions, 21 juillet 2024, 537 p., pp. 457-478

Kiara NERI

« L'accès au prétoire de la Cour européenne des droits de l'homme en matière climatique. Affaires pendantes », in P.-F. Mercurie (dir.), *Le droit international du développement : évolution ou révolution ? - Hommage au professeur Hervé Cassin (1947-2021)*, Paris, Pedone, 2024, 326 p., pp. 217-240

Mathieu ROUY et Pauline DUPONT

« L'appréciation de l'identité nationale par le(s) juge(s) : nouvelle source de conflits ou nouvelle forme de dialogue ? », in G. Marti et L. Robert (dir.), *La conflictualité dans l'Union européenne : menace ou catalyseur d'intégration ?*, Bruylant, août 2024, 384 p., pp. 247-274

ARTICLES DE REVUES ET BLOGS SCIENTIFIQUES

Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE

« Access to the territory between domination and authority : some thoughts regarding the policies of *non-entrée* », *Political Anthropology Research on International Social Sciences* **PARISS**, Vol. 5, n°1, 2024, pp. 81-111

Marylou FRANÇOISE

« Le régime international du contrat timeshare ou le renforcement du statut de la règle de conflit de lois en droit de la consommation », *JDI*, n°3, 2024

« La notion autonome de résidence habituelle dans la jurisprudence de la Cour de cassation », *chron. RDUE*, 2024/2, p. 58

Jeremy HEYMANN

« Qu'est-ce que l' "internationalité" d'un litige ? », *D.*, n° 39, 11 juillet 2024, p. 1914

Ludovic PAILLER

« Un grain de SREN », *Recueil Dalloz*, n° 25, 4 juillet 2024, pp. 1241

Antoine PETEL et Clémentine POUZET

« Intelligence artificielle : adoption d'une convention-cadre par le Conseil de l'Europe », *JCP G*, n° 38, 23 septembre 2024, pp. 1554-1555

Antoine PETEL

« Refonte de la directive sur la réutilisation des données du secteur public : un nouveau pas vers l'*open data* ? », *JCP A*, n° 27, juillet 2024

Ariane PRAVAZ

« Assurance de responsabilité civile - Aggravation du dommage et autorité de la chose jugée », *Bulletin Juridique des Assurances - LexisNexis*, 1er novembre 2024, n° 95, comm. 19

Colin REYDELLET

« Concentration des moyens et instance d'exequatur : quelle mise en œuvre de la fin de non-recevoir par le juge judiciaire français en contexte européen ? », *Revue du droit de l'Union européenne*, n°2/2024, juillet 2024, p. 64

Blanche SOUSI

« Alliances et compromis, c'est possible... au niveau européen ! », *Banque-notes express*, 5 septembre 2024

COMMUNICATIONS

Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE

« Reconsidering sovereignty in migration management. Radical shift from domination to authority », in *Conference of Europeanists, Council of European Studies*, Université Lumière Lyon 2, 5 juillet 2024

« Violence at Borders : The Policies of Non-Entrée as Domination Apparatus », in *Section thématique Rethinking The Nexus Between Legality And Violence In International Politics, European International Sciences Association EISA conference*, Université Catholique de Lille, 30 août 2024

« Banopticon apparatus and bordering practices : questioning the exceptional regimes deployed upon migrants », in *Section thématique Predicting future crises, governing the present: the autocratic and democratic politics of the critical zone, European International Sciences Association EISA conference*, Université Catholique de Lille, 30 août 2024

« Souveraineté, migrations et frontières : le pacte européen sur la migration et l'asile et les fictions de non entrée », in *Atelier Philosophie du droit et droit de l'UE, Congrès de la Société Française de Théorie et de Philosophie Politiques et Juridiques SFPJ*, Université de Strasbourg, 26 et 27 septembre 2024

Eric CARPANO

« Éducation européenne », *Lectio Magistralis* à l'Université de la Vallée d'Aoste (Italie) en présence du Président de la république italienne, 7 septembre 2024

Frédérique FERRAND

« Der Trend zur Förderung gütlicher Streitbeilegung in der französischen Ziviljustiz » (La tendance à promouvoir la résolution amiable des différends dans

la justice civile française), *Conférence* à l'Université Ludwig Maximilian de Munich (LMU), 1^{er} juillet 2024

Julie FERRERO

« Les droits des femmes en matière de santé en droit international des droits de l'homme », in *Table ronde : Les droits fondamentaux au service de notre santé et de notre environnement ?*, Université internationales d'été du Mercantour (dir. E. Brosset), Aix-Marseille Université, Fréjus, 2-6 septembre 2024

Bernadette LE BAUT-FERRARESE

« Contrats publics et énergies renouvelables », in *L'actualité du droit public des affaires - Droit public des affaires et transition énergétique* (dir. R. Micalef), Les rencontres du droit public des affaires, CRJ, Université Grenoble-Alpes, 2 juillet 2024

« Le marché intérieur européen de l'hydrogène », in *L'hydrogène renouvelable et décarboné : enjeux sociaux, économiques et juridiques* (dir. N. Boillet et L. de Fontenelle), Colloque, Université de Bretagne Occidentale, 19 et 20 septembre 2024

Présidence de la table ronde « Modèles territoriaux de l'hydrogène et territorialisation de l'énergie » in *L'hydrogène renouvelable et décarboné : enjeux sociaux, économiques et juridiques* (dir. N. Boillet et L. de Fontenelle), Colloque, Université de Bretagne Occidentale, 19 et 20 septembre 2024

Anna PEDRAJAS

« Climate Justice for Bonaire: A Future Landmark Decision on Climate Equality? », in *Online Symposium on Strategic Litigation on Climate Equality*, B. Goldblatt, C. Clark (dir.), University of California, Berkeley, 23-25 septembre 2024

Ludovic PAILLER

« Enseigner le droit avec l'IA », in *Droit, quel mariage possible avec l'intelligence artificielle ?* (dir. L. Pailler), Colloque, CREDIP-EDIEC, en partenariat avec le Réseau Multijuris Europe et l'Association Droit.org, Université Jean Moulin Lyon 3, 27 septembre 2024

« Quelle protection des données à l'ère de l'hypersurveillance des passagers ? », in *La protection des passagers en droit européen des transports. Perspectives françaises de réforme et de consolidation* (dir. J. Heymann), Colloque CREDIP-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3, 26 septembre 2024

Antoine PETEL

« Le processus décisionnel de la réforme », in *Le transfert de la compétence préjudicielle au Tribunal de l'Union européenne* (dir. G. Marti et L. Robert), Colloque CEE-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3, 13 septembre 2024

« L'Union européenne et la diplomatie de la norme : les déterminants de l'intervention européenne au sein de l'Organisation internationale de normalisation », in *L'Union européenne et les enceintes internationales : l'Union européenne au service du multilatéralisme ?* (dir. C. Rapoport), Rennes, 3 et 4 octobre 2024

Clémentine POUZET

« The consequences of new technologies for fundamental rights », in *Digital Public Law Workshop Basel Edition 2024* (dir. N. Lasbleiz, L. Obrecht, C. Pouzet et L. Stewart), Université de Bâle, 4 juillet 2024

MANIFESTATIONS

18 septembre 2024

Cohabitation : Creating a de facto Relationship Regime for England and Wales, par **Andy HAYWARD**

Conférence organisée par l'IDCEL

Sous la direction scientifique de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**

Programme



23 septembre 2024

L'avocat et le juge. Le rôle de l'avocat en audience, par **M^{es} Stéphane BERRUCAZ, Chris BEVAN, Tim HUGHES et Olivier WIESIKE**

Conférence organisée par l'IDCEL et la CIBLY

Sous la direction scientifique de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**



MANIFESTATIONS

26 septembre 2024

La protection des passagers en droit européen des transports. Perspectives françaises de réforme et de consolidation

Colloque organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Jeremy HEYMANN**

Programme

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
EN DROIT INTERNATIONAL
FC VALÉRIAN ALVAREZ DE LA
FORMATION CONTINUE
DES AVOCATS
Sous la direction scientifique de :
Jeremy HEYMANN, Professeur de droit privé, Directeur du CREDIP-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3

26 SEPTEMBRE 2024
09H00-16H00

Amphithéâtre HUVELIN
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e
Également en Live sur
YOUTUBE LYON 3

**LA PROTECTION DES PASSAGERS
EN DROIT EUROPÉEN DES TRANSPORTS.
PERSPECTIVES FRANÇAISES
DE RÉFORME ET DE CONSOLIDATION**

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
JEAN MOULIN
CREDIP
CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

INFOS
FACEDROIT.UNIV-LYON3.FR



27 septembre 2024

Droit, quel mariage possible avec l'intelligence artificielle ?

Colloque organisé par le CREDIP-EDIEC, en partenariat avec le Réseau Multijuris Europe et l'Association Droit.org

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER**

Programme

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
EN DROIT INTERNATIONAL
FC VALÉRIAN ALVAREZ DE LA
FORMATION CONTINUE
DES AVOCATS
Sous la direction scientifique de :
Ludovic PAILLER, Professeur de droit privé, CREDIP-EDIEC, Vice-président en charge de la Stratégie du numérique, Université Jean Moulin Lyon 3
En partenariat avec le Réseau Multijuris Europe et l'Association Droit.org

27 SEPTEMBRE 2024
09H30-17H00

Amphithéâtre HUVELIN
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e
Également en distanciel

**DROIT, QUEL MARIAGE
POSSIBLE AVEC
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?**

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
JEAN MOULIN
CREDIP
CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

INFOS
FACEDROIT.UNIV-LYON3.FR



SOUTENANCES

Mathieu ROUY

« Le champ d'application du droit de l'Union européenne. Étude à partir de la citoyenneté de l'Union européenne »

Thèse de droit européen, soutenue le 2 juillet 2024 devant un jury composé de :



Gaëlle MARTI, Directrice de thèse, Professeure des universités, Université Jean Moulin Lyon 3

Anastasia ILIOPOULOU-PENOT, Rapporteuse, Professeure des universités, Université Paris-Panthéon-Assas

Etienne PATAUT, Rapporteur, Professeur des universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Antoine BAILLEUX, Professeur, Université catholique de Louvain Saint-Louis Bruxelles, Belgique

Ségoène BARBOU DES PLACES, Professeure des universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Marie-Laure BASILIEN GAINCHE, Professeure des universités, Université Jean Moulin Lyon 3

Résumé de la thèse

Si la délimitation du champ d'application est une opération primordiale en droit de l'Union, en raison notamment du caractère intégré, mais incomplet de l'ordre juridique de l'Union, cette opération se révèle bien souvent complexe à appréhender tant ce champ paraît malléable, évolutif et parfois nébuleux. À partir de l'exemple particulier de la citoyenneté européenne, l'étude entreprise vise à analyser et questionner les contours du champ d'application du droit de l'Union. Or, la lecture des textes et l'étude de la jurisprudence révèlent que si la fonction première du champ d'application du droit de l'Union demeure celle de délimiter les contours du statut de citoyen de l'Union et d'identifier un éventuel rattachement de la situation d'un requérant au droit de l'Union, celle-ci se double d'une fonction secondaire, matérialisée par l'influence de cette délimitation sur la construction du statut de citoyen de l'Union. L'ambition de cette étude est ainsi de comprendre l'origine d'une telle fonction, et ses matérialisations. La mise en

exercice de cette fonction conduira, dans un second temps, à interroger et apprécier les effets de cette lecture dynamique du champ d'application du droit de la citoyenneté de l'Union. Or, celle-ci paraît entraîner une profonde altération des contours de ce champ, complexifiant alors la construction optimale du statut de citoyen européen. L'objectif de l'étude est alors d'appréhender cette altération et d'interroger les éventuelles perspectives de renouvellement et les potentielles systématisations pouvant contribuer à la clarification des contours du champ d'application du droit de l'Union.

Issaka DANGNOSSI

« Compétence complémentaire et efficacité d'action de la CPI »

Thèse de droit international, soutenue le 27 septembre 2024 devant un jury composé de :

Kiara NERI, Directrice de thèse, Maîtresse de conférences habilitée à diriger des recherches, Université Jean Moulin Lyon 3

Jean François AKANDJI-KOMBÉ, Rapporteur, Professeur des universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Miriam COHEN, Rapporteuse, Professeure, Université de Montréal, Québec, Canada,

Reine ALAPINI-GANSOU, Seconde Vice-Présidente, Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas

Sandrine CORTEMBERT, Maîtresse de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3

Pierre François LAVAL, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3



Résumé de la thèse

La complémentarité en droit pénal international contemporain est la pierre angulaire de l'exercice de la juridiction de la Cour Pénale Internationale (CPI). La CPI a vocation à compléter la mission de répression des juridictions pénales nationales en ce qui concerne les enquêtes, les poursuites et éventuellement les procès des crimes internationaux relevant de sa compétence. La CPI a donc un rôle de positionnement stratégique à jouer aux côtés des États qui, eux, jouent un rôle central ou de premier plan dans la prévention et la répression des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, du crime de génocide et du crime d'agression. Elle n'a pas une compétence exclusive, ni prioritaire, car elle ne poursuivra les auteurs ou complices des crimes concernés que dans les hypothèses où les États ne veulent pas ou ne sont pas en mesure de le faire eux-mêmes. Cependant, bien souvent, les difficultés apparaissent sur l'interprétation et l'appréhension objective de la notion de complémentarité et de sa portée juridique, sur fond, parfois de réticence des États, jaloux de leur souveraineté. D'où deux constats d'échecs : non seulement, les États ne prennent pas les mesures qu'il faut

pour prévenir et réprimer les crimes, mais aussi, ils s'opposent à l'exercice même de la compétence de la CPI quand celle-ci veut jouer son rôle. La CPI a attiré, à plusieurs reprises, l'attention du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée des États Parties sur le défaut de coopération des États, y compris des États récidivistes, sans que cela ait permis d'obtenir la coopération desdits États. L'absence de sanctions adéquates et concrètes à l'encontre des États concernés n'est pas de nature à faire évoluer leur position vis-à-vis de la CPI. Face à ce statu quo auquel fait face la CPI, une révision de son traité fondateur est souhaitable pour une mise en œuvre efficiente du principe de la complémentarité. Cette révision, qui pourra être proposée à l'initiative d'un ou de plusieurs États, devrait sortir les textes actuels de leur timidité liée au fait que le Statut de la CPI est un texte de compromis lors de son adoption le 17 juillet 1998. Elle pourra aussi modifier ou supprimer certaines dispositions actuelles du Statut qui constituent une menace pour l'indépendance du Bureau du Procureur de la CPI tout en renforçant les droits des victimes au-delà de la réparation et de leur participation à la procédure devant la première juridiction pénale internationale permanente.

ACTIVITÉS CITOYENNES

Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE

Interview, [Mediapart](#), in « *Le RN n'a plus qu'à ramasser une Ve République à terre* », 5 juillet 2024

Interview, [France Info](#), in « *Immigration: l'UE veut encore renforcer Frontex malgré l'accumulation des critiques et des scandales* », 20 juillet 2024

Interview, [France Culture](#), in « *La question du jour de Marguerite Catton : Que reste-t-il des voies d'immigration légales en Europe ?* », 4 septembre 2024

Interview, [RMC](#), 15 septembre 2024

Interview, [La Montagne](#), in « *L'Allemagne ferme ses frontières pour endiguer la montée de l'extrême droite* », 17 septembre 2024

Interview, [Politis](#), in « *Immigration : comment l'Europe se durcit* », 19 septembre 2024

Interview, [Public Sénat](#), in « *Immigration : que peut faire le ministre de l'intérieur par voie réglementaire ?* », 24 septembre 2024

Interview, [AFP](#), 24 septembre 2024

Gaëlle MARTI

Interview, [Euractiv](#), in « *Nuclear act : le soutien à la dernière proposition de Thierry Breton se réduit à peau de chagrin* », 27 septembre 2024

Antoine PETEL

Interview - Comprendre l'Union pour les élections - Épisode 3 : Comment les euro-députés sont-ils élus ?, in [Alycast](#) (Podcast de l'ALYDE), diffusé le 4 juin 2024

« [Partage des données : où en est-on dans l'Union européenne ?](#) », Site Vie-publique, 4 juillet 2024

« [Plateformes numériques : quel contrôle de l'Union européenne ?](#) », Site Vie-publique, 13 septembre 2024

NOMINATIONS / PROMOTIONS

Kiara NERI est nommée Professeure de droit public (septembre 2024).

Mathieu ROUY a obtenu un post d'enseignant contractuel en droit public à Sciences Po Rennes (1^{er} septembre 2024). Il est également chercheur associé à l'EDIEC.

ATER en droit public 2024/2025

Ibrahima DIALLO, doctorant CDI-EDIEC

Antoine PETEL, docteur en droit, CEE-EDIEC

Romane PONCET, doctorante CEE-EDIEC

Tatiana RENNO, doctorante Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

ATER en droit privé 2024/2025

Joseph BASILIEN, doctorant CREDIP-EDIEC, (ATER à l'Université Jean Monnet, Saint-Étienne)

Yasmine DEKHIL, doctorante CREDIP-EDIEC

ÉVÈNEMENTS

3-5 juillet 2024

The Digital Transformation of the Public Sector

Legal Workshop, organisé à Bâle

Organisé sous la direction scientifique de **Clémentine POUZET**, Nina LASBLEIZ, Liliane ORBRECHT et Ludivine STEWART

Programme



18 septembre 2024

Analyse du règlement sur les procédures d'asile

Conférence de **Guillaume LANDRY**, Docteur en droit, Directeur juridique de France Terre d'Asile, dans le cadre du Cycle de séminaires sur « Le Pacte européen sur la migration et l'asile. Contenu, enjeux et perspectives »

Organisé sous la direction scientifique de **Ségolène BARBOU DES PLACES** et **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**

Vidéo disponible sur la [chaîne Youtube de l'Institut Convergences Migrations](#)

17 septembre 2024

Éducation européenne

Lectio Magistralis d'**Éric CARPANO** à l'Université de la Vallée d'Aoste (Italie) en présence de **Sergio MATARELLA**, Président de la république italienne



CHERCHEURS ET ÉTUDIANTS INVITÉS

L'EDIEC a le plaisir d'accueillir :

6 mai - 31 décembre 2024

Stanati NETIPATALACHOOCHOTE, chercheur thaïlandais de l'Université de Siam (Bangkok) : il effectue des recherches sur l'intelligence artificielle et les droits fondamentaux, plus particulièrement sur la transposabilité du modèle européen en Thaïlande, à l'aune des droits fondamentaux.

2 septembre - 31 décembre 2024

Geeta NICCOLAI, étudiante en Master 2 de Sciences civiques et politiques, de l'Université de Pise (Italie) : elle est accueillie par le CDI-EDIEC dans le cadre d'un *Traineeship Programme* en vue d'effectuer des recherches dans le cadre de la rédaction de son mémoire de recherche intitulé « *International Law and Nuclear Safety* ».

JURY DE SOUTENANCE

Bernadette LE BAUT-FERRARESE

Membre (examinatrice) du jury de soutenance de la thèse de **Marion HUMBERT**, « La concertation entre personnes publiques. Recherche appliquée à la construction des actions publiques de la transition énergétique » (dir. M. Douence et P. Terneyre, Université de Pau et des Pays de l'Adour), 8 juillet 2024

COMITÉ DE SÉLECTION

Ludovic PAILLER

Membre d'un Comité de sélection sur un poste en section 02 à Grenoble.

MASTER

Ludovic PAILLER et **Falilou DIOP**

Ouverture du nouveau Master « Droit et activités numériques » à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3

4 octobre

Conférence « Rentrée des Masters DIP/DOI »

Organisé par le CDI-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Kiara NERI**, **Pierre-François LAVAL** et **Julie FERRERO**

8 octobre

Conférence, « Les juridictions commerciales internationales : modèle(s) étatique(s) des juridictions spécialisées ? »

Inauguration du Cycle « Contentieux international et juridictions spécialisées »

Organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Jeremy HEYMANN** et **Marylou FRANÇOISE**

[Programme](#)

8 octobre

Webinaire, « Generative AI and Elections »

Organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER** et **Bastien SAVIN**

10 octobre

Colloque « Regard et droit public »

Organisé par l'ADPL, avec le soutien de l'EDIEC

[Programme](#)

14 octobre

Conférence « The Development of Digital and Artificial Intelligence (AI) Legal Frameworks : A Comparative Analysis of ASEAN and the EU, and the Impacts Between the Two Regions »

Organisé par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**

15 octobre

Soutenance de thèse « La consignation du passager clandestin à bord des navires marchands battant pavillon français »

Soutenance de **Almodis PEYRE**

17 octobre

Colloque, « Les perspectives d'extension de l'OHADA »

Organisé par le CREDIP-EDIEC et le CDE-ELJ

Sous la direction scientifique de **Falilous DIOP** et **Charlemagne DAGBEDJI**

[Programme](#)

18 octobre

Colloque, « Mer et changements climatiques. Enjeux de droits fondamentaux et de droit culturel »

Organisé par le CDI-EDIEC dans le cadre du European Maritime Day (programme européen)

Sous la direction scientifique de **Kiara NERI** et **Pascale RICARD**

[Programme](#)

4 novembre

Conférence « La gestion des fonds européens par la région AURA »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Efthymia LEKKOU**

6 novembre

Colloque « La circulation globale des données de santé »

Organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER**, **Claire BRUNERIE** et **Margot MUSSON**

[Programme](#)

7 novembre

Colloque « Émancipation et droit(s) »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Melis DEMIR**, **Romane PONCET Yaran** et **YILDIRIM-NÈPLE**

[Programme](#)

12 novembre

Conférence « Controverses sur les méthodes en droit de l'UE »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**

12 novembre

Soutenance de thèse « La libre circulation du sportif professionnel dans l'Union européenne »

Soutenance de **Florian BERGER**

15 novembre

Séminaire MOEBIUS « Contesting "Crimmigration" Through Solidarity-Based (Legal) Mobilization »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**

[Programme](#)

19 novembre

Soutenance de thèse « L'encadrement juridique de l'arsenalisation de l'espace extra-atmosphérique : enjeux juridiques et institutionnels »

Soutenance de **Hugo PETER**

25-29 novembre

Blended Intensive Program, « Contexted Social Rights »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**

28 novembre

Colloque « Le marché européen des données »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique d'**Antoine PETEL**

[Programme](#)

3 décembre

Conférence « La mixité du droit privé québécois »

Organisé par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**

3 décembre

Conférence « Les rendez-vous européens du droit international privé et comparé »,

Organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Jeremy HEYMANN**

4 décembre

Colloque « Actualité du droit du climat »

Organisé par le CEE-EDIEC et l'IEA-EDPL

Sous la direction scientifique de **Bernadette LE BAUT-FERRARESE** et **Marianne MOLINER-DUBOST**

[Programme](#)

10 décembre

Colloque « Recouvrement forcé à l'étranger des créances de sécurité sociale »

Projet BOURGEON

Organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER** et **Jessica ATTALI-COLAS**

SITES

EDIEC, [Équipe de droit international, européen et comparé](#)

CDI, [Centre de droit international](#) :

[Le Journal du CDI](#)

[Le Podcast du droit international](#) + [Twitter](#) + [LinkedIn](#) + [YouTube](#)

CEE, [Centre d'études européennes](#)

CREDIP, [Centre de recherche sur le droit international privé](#)

IDCEL, [Institut de droit comparé Édouard Lambert](#)

RÉSEAUX SOCIAUX

[LinkedIn](#) + [Facebook](#) + [Bluesky](#)

VIDÉOS

[Youtube](#) + [WebTV Lyon 3](#)

BLOGS

L'Europe vue de l'amphi par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Banque-Notes par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

[Le Blog de Panayotis Soldatos](#)

[Le Blog de Marie-Laure Basilien-Gainche](#)

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

PUBLICATIONS

Collection numérique « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) »

Collection numérique « [Les Mémoires de l'EDIEC](#) »

Les [publications](#) de nos enseignants-chercheurs et doctorants

Notre activité en archive ouverte sur [HAL](#)

RAPPORTS ANNUELS

Consulter nos [rapports annuels d'activité](#), édités depuis 2011.

Dernière parution : [Rapport d'activité 2022](#), décembre 2022, 99 p.

ÉVALUATIONS

Lire les évaluations quinquennales de notre équipe par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Évaluation par le Hcéres \(2020\)](#)
- [Évaluation par le Hcéres \(2015\)](#)
- [Évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directeur de publication : **Cyril Nourissat**, Professeur, Directeur de l'EDIEC

Responsable d'édition et responsable de la rédaction : **Lise Barat-Stranieri**, Administratrice de l'EDIEC

Conceptrice et créatrice : **Véronique Gervasoni**, Administratrice de l'EDIEC (2011-2022)

Assistant à l'édition : **Yassine Chattout**, Gestionnaire administratif et assistant à la valorisation de la recherche de l'EDIEC

Bulletin trimestriel (4 numéros/an : mars, juin, septembre et décembre)

Bulletin gratuit, en open access : [CC-BY-NC-ND](#)

Disponible sur : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications/le-bulletin-de-lediec>

Langue de publication : français

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC – EA 4185)

Adresse postale : Université Jean-Moulin Lyon 3 – Faculté de droit – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 | 69372 Lyon Cedex 08

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Téléphone : 04 78 78 72 51

Mise en ligne : 1^{er} octobre 2024 – X^e année – 39^e numéro – **ISSN : 2778-2425**